

# JE SUIS TRISTE, INQUIET ET... EN COLÈRE !

Élu maire de L'Argentière-la-Bessée en 1989, le radical valoisien Joël Giraud est entré au Palais Bourbon en 2002. Vingt-deux ans plus tard, celui qui a été vice-président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, secrétaire d'État et ministre, tire sa révérence. Et ne mâche pas ses mots sur le délitement des institutions, accentué par les choix du président de la République.

> Depuis la dissolution, vous n'êtes plus député. Comment vous sentez-vous ?

**Joël Giraud :** Libéré, car je rongerais mon frein depuis 2 ans. J'ai été discret, par loyauté, parce que je ne voulais pas que l'on interprète mes réserves pour l'expression d'un dépit de ne plus être ministre. Mais je suis aussi triste... et inquiet, car la dissolution précipite les choses et nous plonge dans un certain chaos. Le 9 juin au soir, j'étais en colère. Et cette colère ne faiblit pas...

**Aux législatives de 2022, vous avez rempilé à la demande d'Emmanuel Macron. Aujourd'hui, vous dites « stop » par lassitude ou pour ne pas finir votre carrière sur une défaite ?**

Cette question, je me la suis posée il y a deux ans. Là, au regard des témoignages que je reçois, même si le challenge eut été difficile, je ne crois pas que j'aurais été battu. Cela dit, il faut savoir raccrocher, comprendre que l'on a changé de génération. Et puis, pas question pour moi de faire comme Charles de Courson, député Liot de la Marne depuis 1993 !

**Quand vous écrivez « ce monde n'est désormais plus le mien », plus qu'une rupture personnelle, on entend l'annonce d'un deuil. Est-ce celui du macronisme ?**

C'est un deuil de la société telle que je la conçois. Comme Umberto Eco, je constate que les réseaux sociaux ont donné la parole à des millions d'imbéciles qui, auparavant, ne parlaient qu'au bar et ne causaient de tort à personne. Depuis 2 ou 3 ans, les institutions se sont délitées ; le macronisme a une part de responsabilité, mais l'extrême gauche n'a pas été en reste. Mais comme s'il était indispensable de rechercher le chaos pour tenter d'exister, LFI a multiplié les *happenings* lunaires à l'Assemblée. Je n'oublie pas aussi les responsabilités d'une certaine presse, qui chasse le scoop et la petite phrase, et ne s'embarrasse plus à prendre du recul. Peut-être ai-je duré en politique parce j'ai toujours bossé, afin d'obtenir quelques résultats, dans le cadre d'institutions fonctionnant normalement. Aujourd'hui, je crains que cet état d'esprit ne soit dépassé, en espérant qu'il ne devienne pas du passé.

**2017 était pourtant la promesse d'un nouveau monde, à laquelle vous aviez adhéré. Qu'est-ce qui vous motivait ?**

Je suis un radical, laïque, qui privilégie un libéralisme régulé sur le plan économique et je suis un libéral sur le plan des mœurs. C'était cela la promesse



Charles Morel/Objectif Méditerranée

d'En Marche : libérer les énergies en cassant les codes et les barrières qui bloquaient le travail et corsetaient notre société.

**Cet objectif, le premier quinquennat l'a-t-il atteint ?**

Nous sommes parvenus à libérer une économie qui en avait besoin et avons tenté de rendre nos PME et PMI plus compétitives, au moins au niveau européen. Durant cette période, j'ai fait passer 1 800 amendements veillant aux équilibres budgétaires, sans jamais négliger des règles de redistribution équitables. C'est l'esprit qui a présidé à la mise en place de l'impôt sur la fortune immobilière, après la suppression de l'impôt sur la fortune. Mais il y a eu une bascule sur le rapport à l'argent qui est difficile à comprendre. Regardez les JO de Paris : 2 700 € la place pour la cérémonie d'ouverture ! En 2006, pour les JO de Turin, pour deux personnes, on payait 250 € !

**Dans ce contexte d'équilibre, n'aurait-il pas fallu taxer les superprofits ?**

Sans mettre en place des taxes punitives, au moins peut-on travailler à la mise en place d'une clause de retour à meilleure fortune. Elle permettrait par exemple au contribuable qui a aidé naguère à sauver la CMA-CGM, de bénéficier d'une redistribution. S'il est normal de gagner de l'argent, en gagner trop, en amasser dans des proportions qui dépassent l'entendement, quel que soit son champ d'activité, c'est indécent.

**Pour vous, la mécanique s'est enrayée à partir de 2022...**

En 2022, le gouvernement est devenu plus administratif que politique. On a fait du ministère de la Cohésion des territoires un objet du ministère de la Transition écologique, les collectivités locales sont repassées dans le giron du ministère de l'Intérieur, ce qui constitue un retour en arrière pour la décentralisation. Tout ce que l'on avait bâti avec Jacqueline Gourault a fait pschitt ! Borne n'a pas joué son rôle de chef de la majorité et Macron était ailleurs. En plus, à ce moment-là, j'étais en conflit avec Caroline Cayeux<sup>(1)</sup>, après ses propos sur les homosexuels. Je n'ai d'ailleurs pas compris qu'elle n'ait pas été virée sur le champ !

**Mais Elisabeth Borne avait-elle le moindre espace pour avancer, encadrée qu'elle était par l'Élysée et des ministres déjà installés dans l'optique de 2027 ?**

(1) Éphémère ministre des Collectivités territoriales en 2022, Caroline Cayeux parlait du Mariage pour tous comme d'un « dessein contre-nature » et avait lancé, parlant des homosexuels : « J'ai beaucoup d'amis parmi tous ces gens-là ».



D. Castex/Terra

➤ Édouard Philippe et Jean Castex étaient loyaux. Pas inféodés. Élisabeth Borne était verrouillée et regardait des trains qui ne passaient plus, en raison de choix et de dispositifs décidés en dehors de Matignon. Par exemple, quand un membre du gouvernement annonce la fin du droit du sol à Mayotte, aussitôt dit, déjà fait, sans discussion au parlement, alors que la Constitution nécessite d'être modifiée !

**Joël Giraud, député, ancien secrétaire d'État et ministre, élu qui ne mâche pas ses mots et qui ne rechigne pas à la tâche... Avait-il réellement la possibilité de se faire entendre ?**

Durant le premier quinquennat, oui. J'ai été rapporteur général du Budget, un poste qui permet à la fois, si on le veut bien, de disposer de leviers importants et de conduire de vraies négociations avec Bercy. On peut influencer sur les politiques publiques. Vous savez, je suis parlementaire jusqu'au bout des doigts de pied et, pour moi, créer un rapport de force, ce n'est pas installer la défiance. Avec Jean Castex, en tant que secrétaire d'État, j'ai pu travailler en totale confiance. Sur le plan Avenir montagne, par exemple, il m'a laissé avancer en toute liberté. Au cours de ces derniers mois, même après m'être abstenu sur la loi immigration, je suis resté mobilisé pour sauver les meubles. Sur l'assurance-chômage, j'ai tiré toutes les sonnettes d'alarme pour que la réalité de l'emploi saisonnier, qui représente 80 % de l'emploi privé dans les Hautes-Alpes, soit pris en compte. Et sur le projet de loi relatif à la fin de vie, j'ai effectué un vrai travail de législateur, quand bien même ce texte restait en deçà de ce qu'il est nécessaire de faire. On sait, hélas, que la dissolution a mis un terme à ce projet.

**Vous avez toujours été ancré dans votre territoire. Quelle explication**

## ➤ « L'entre soi » des électeurs du RN

« Cri de colère », « vote de colère », « dégagisme »... Depuis des années, ces mots fleurissent pour qualifier l'inexorable progression du Rassemblement national. Avec *Des électeurs ordinaires. Enquête sur la normalisation de l'extrême droite*, une étude menée entre 2016 et 2022 dans le Sud-est de la France, le sociologue et politiste Félicien Faury bat en brèche ces lieux communs. Son travail de terrain auprès d'électeurs, de militants et de cadres fait entendre les témoignages d'électeurs somme toute bien ordinaires.

Ces derniers se placent sur des « scènes fiscales, scolaires et résidentielles devenues le théâtre de compétitions sociales racialisées dans lesquelles les groupes minoritaires, construits et essentialisés... sont perçus et jugés comme des concurrents illégitimes ». Ils ont le sentiment de trop gagner leur vie pour être aidés et dénoncent l'État, sévère face à certains délits et les Français « comme eux », indulgent pour la « racaille ». À les entendre, leur voisinage est signe d'un délabrement de la cité, de l'école et s'estiment menacés par la concurrence de « non-blancs ou musulmans ». Ils rêvent d'un « entre soi racial », mais la pression immobilière et les flux migratoires le rendent impossible en raison de leurs revenus limités. Ils se tournent alors sans complexe vers Marine Le Pen, car elle a su mettre en place une « offre politique » qui répond à leurs inquiétudes, alors que l'État, et par extension le gouvernement et les partis de gauche, sont jugés impuissants à maintenir leur statut social et culturel. Quand Félicien Faury propose aux opposants au RN d'établir « un programme de protection sociale et d'émancipation culturelle », l'actualité rappelle que le temps manque pour mener à bien ce vaste chantier. LC

*Des électeurs ordinaires. Enquête sur la normalisation de l'extrême droite.*  
Félicien Faury. Éditions du Seuil.



**privilégiez-vous pour comprendre l'inexorable montée du vote RN ?**

Parmi de nombreuses explications, je privilégie l'impression d'abandon des territoires. Elle s'est accélérée avec un changement de discours et de politique à destination de la ruralité. J'en veux pour preuve les résultats de la présidentielle de 2022, où l'on a compté 2 000 communes rurales de moins plaçant Marine Le Pen en tête par rapport à 2017. Deux mois plus tard, aux législatives, la tendance s'est inversée et on comptait 4 000 communes de plus qui ont choisi le Ras-

semblement national. Il y a aussi un vieux fond d'extrême droite dans notre pays et nous oublions souvent que Pétain a précédé certaines demandes des Allemands pour décréter des mesures contre les Juifs. Enfin, même si le 49.3 est constitutionnel, sa répétition, son accumulation, sans écoute, comme si l'on disait « circulez, il n'y a rien à discuter », quel manque de sens politique !

**Face à une recomposition politique incertaine, voyez-vous un dossier dont l'enlisement pourrait être funeste pour les Hautes-Alpes ?**

Les JO d'hiver de 2030, voilà un bel exemple de dossier qui peut être planté ! Tout ce qui est prévu en termes d'infrastructures pour les mobilités douces, tant dans les Alpes-du-Sud qu'en Savoie, pourrait souffrir de blocages. Or, si tous ces projets sont conduits intelligemment, les JO peuvent être un accélérateur.

**On a souvent dit « L'Europe sert si l'on sait s'en servir ». N'a-t-on pas oublié d'expliquer aussi à quoi elle servait et qui bénéficiait de ses services ?**

Nous sommes dans un pays qui ne fait pas de pédagogie et, à chaque fois que j'ai essayé de valoriser des projets, je me suis senti bien seul. On parle de grands principes, on met des logos et des chiffres rappelant le montant des subventions attribuées par Bruxelles sur des panneaux, mais on oublie que le rôle de l'Europe ne se résume pas à des normes et des contraintes bridant notre quotidien. Ensuite, les hommes politiques français se dédouanent facilement de certains choix en incriminant Bruxelles ; quant aux bureaux de représentation de l'Union européenne, ils sont rarement efficaces. Je crains que le Rassemblement national ne procède à une clarification en basculant dans le côté obscur de la force.

**1989, premier mandat. 2024, vous tirez votre révérence. Quel est votre plus beau souvenir entre la mairie, la Région, le parlement et le gouvernement ?**

Sans l'ombre d'une hésitation, la reconstruction économique de ma commune. C'est ma plus grande fierté, car je suis entré en politique pour ça. On m'aurait dit à l'époque que l'Argentière serait « terre de Jeux 2024 » pour accueillir les entraînements de canoë-kayak... Il y a aussi, à l'Assemblée, une passe d'armes homérique avec Gérald Darmanin<sup>2</sup> qui devait défendre la position de Bruno Le Maire, lequel refusait nos propositions sur les pensions des veuves de guerre. Gérald avait fini par rendre gorge.

**Inversement, quel est le pire souvenir que vous garderez de ces 35 années ?**

Hormis la date funeste du 9 juin, il n'y en a pas vraiment. J'ai été heureux dans ce que j'ai fait, même quand je ne gagnais pas. Cette rupture brutale, je ne l'accepte pas, c'est une blessure.

**Et si vous deviez faire encadrer un texte ou une idée, un geste pour servir d'exemple aux générations futures, comme on a coutume de le dire, quel serait-il ?**

(hésitations...) Peut-être de pouvoir embrasser un Jean Castex élu président de la République en 2027 !

Propos recueillis par Charles Morel le 14/06/2024

(2) Alors ministre de l'Action et des Comptes publics.